

Directie Opbouw en Evaluatie Programma's "Structuurfondsen"

Directeur 1

Directie Controle eerste niveau Projecten "structuurfondsen"

Directeur 1

Departement Communicatie

Inspecteur-generaal 1

Directie Externe Communicatie

Directeur 1

Eerste attaché 1

Directie Interne Communicatie

Directeur 1

Directie Identiteit, Publicaties en Uitgave

Directeur 1

Directie Regionale Documentatie en Archief

Directeur 1

Departement Geomatica

Inspecteur-generaal expert 1

Directie Geometrologie

Directeur 1

Directie Opneming Geogegevens

Directeur 1".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 januari 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200321]

21 JANVIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, articles 5, §§ 1^{er} et 4, alinéa 2, et 18, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 3, § 9, 5, §§ 1^{er} et 3, alinéa 2, et 23, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 11 mars 2004, relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, articles 1^{ers}, § 3, 6, et 17, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement;

Vu le rapport du 18 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 2020;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 13 juillet 2020;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 2 octobre 2020, sur le régime d'aides d'Etat SA.58023;

Vu l'avis n° 68.335/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le règlement (UE) 2016/1628 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 relatif aux exigences concernant les limites d'émission pour les gaz polluants et les particules polluantes et la réception par type pour les moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers, modifiant les règlements (UE) n° 1024/2012 et (UE) n° 167/2013 et modifiant et abrogeant la directive 97/68/CE;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2020, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4^o, les mots « le Ministre de l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le Ministre ayant l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions »;

b) au 9^o, les mots « la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche. ».

Art. 2. Dans l'article 2, § 2, 2^o, du même arrêté, les mots « pour l'adaptation technique de la flotte wallonne de navigation intérieure » sont remplacés par les mots « pour le verdissement, le développement et la spécialisation de la flotte wallonne de navigation intérieure ».

Art. 3. Dans l'article 3, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2020, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1^{er}, alinéa 2, le 1^o est abrogé;

b) dans le § 1^{er}, alinéa 2, le 3^o est complété par les mots « , des locomotives et des wagons ferroviaires »;

c) au § 1^{er}, alinéa 2, les 4^o à 6^o sont remplacés par ce qui suit :

« 4^o à l'acquisition et à l'installation à bord des bateaux de navigation intérieure de motorisations neuves propres telles que visées à l'article 6, alinéa 2, 1^o et 2^o, répondant aux normes du règlement (UE) 2016/1628 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 relatif aux exigences concernant les limites d'émission pour les gaz polluants et les particules polluantes et la réception par type pour les moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers, modifiant les règlements (UE) n^o 1024/2012 et (UE) n^o 167/2013 et modifiant et abrogeant la directive 97/68/CE, ou à l'acquisition et à l'installation à bord des bateaux de navigation intérieure de solutions destinées à en limiter la consommation énergétique de façon durable;

5^o à l'acquisition d'un premier bateau de navigation intérieure dans le cadre d'une première installation ou s'il s'agit d'une petite entreprise ou d'une moyenne entreprise utilisatrice de transports fluviaux de fret ou active dans les prestations de services logistiques, à condition que le bateau soit exploité en compte propre par l'entreprise;

6^o à l'installation d'équipements logistiques neufs et innovants à bord des bateaux de navigation intérieure et destinés à capter ou à développer des nouveaux flux de transport réalisés par voie navigable; »;

d) au § 1^{er}, alinéa 2, le 8^o est abrogé;

e) au § 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La première installation, visée à l'alinéa 2, 5^o, s'entend comme la situation, d'une part, d'une personne physique dont la première inscription, à titre principal, auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ne remonte pas à plus de vingt-quatre mois à la date de l'introduction du dossier et ce, en tant que personne physique exerçant une profession indépendante dont l'activité principale est le transport fluvial de fret et, d'autre part, d'une personne morale dont l'inscription, auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ne remonte pas à plus de vingt-quatre mois à la date de l'introduction du dossier, en tant que société dont l'activité principale est le transport fluvial de fret et dont le capital est détenu à concurrence de minimum 75 % par une ou plusieurs personnes physiques pour autant qu'une de ces personnes exerce la gestion de la société. »;

f) au § 1^{er}, alinéa 4, le mot « quatre » est remplacé par le mot « trois »;

g) au § 2, alinéa 3, 1^o, les mots « alinéa 2, » sont insérés entre « § 1^{er}, » et « 5^o »;

h) dans le § 2, alinéa 3, les 7^o et 8^o sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 4, alinéa 5, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2020, les mots « L'entreprise qui sollicite » sont remplacés par les mots « A l'exception de la première installation visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, l'entreprise qui sollicite ».

Art. 5. Dans l'article 5, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « à l'article 9, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 3. ».

Art. 6. A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « dont les dépenses sont déterminés » sont remplacés par les mots « dont les dépenses sont déterminées »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou d'une moyenne entreprises » sont remplacés par les mots « ou d'une moyenne entreprise »;

3^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Par entreprise unique au sens de l'article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) n^o 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, le montant de la prime au transport fluvial de conteneurs ne peut pas dépasser 500.000 euros par période de douze mois consécutifs à dater de la réception de la demande visée à l'article 19, alinéa 3. »;

4^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En outre, tout conteneur transporté par voie navigable en Région wallonne peut bénéficier d'une seule prime au transport fluvial de conteneurs. ».

Art. 7. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

Art. 9. § 1^{er}. L'entreprise introduit une demande de prime au mode de transport alternatif auprès de l'administration avant le début des travaux liés au programme d'investissements.

La demande de prime visée à l'alinéa 1^{er}, dont le modèle est déterminé par le Ministre, contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° le nom et la taille de l'entreprise;
- 2° une description du programme d'investissements, en ce compris ses dates de début et de fin;
- 3° la localisation du programme d'investissements;
- 4° la liste des coûts du programme d'investissements;
- 5° le type d'aide et le montant du financement public nécessaire pour réaliser le programme d'investissements.

L'administration accuse réception de la demande de prime visée à l'alinéa 2, dans les quinze jours de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date d'envoi de la demande.

Dans un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception visée à l'alinéa 3, l'entreprise introduit auprès de l'administration un dossier sur base d'un formulaire type que le Ministre détermine.

Le formulaire contient au moins la description des investissements à réaliser, ses caractéristiques, l'impact en termes de transport et sur la mobilité, l'origine et la destination des marchandises ainsi que le tonnage supplémentaire envisagé.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande préalable de l'entreprise et pour des raisons dûment justifiées, augmenter le délai visé à l'alinéa 4.

§ 2. L'entreprise introduit auprès de l'administration, dans un délai de trois mois à dater de la première facture, un dossier de demande de prime à l'adaptation technique sur base d'un formulaire type que le Ministre détermine.

Le formulaire contient au moins la description des investissements à réaliser, ses caractéristiques ainsi que l'impact sur l'environnement.

L'administration accuse réception de celui-ci dans les quinze jours de la réception du dossier et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date de la première facture.

§ 3. Dans le cas où l'administration peut obtenir auprès des sources authentiques les données nécessaires à l'examen de la demande, l'entreprise est dispensée de les transmettre à l'administration. ».

Art. 8. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « à dater de la réception du dossier visé à l'article 9 » sont remplacés par les mots « à dater de la réception de la demande visée à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3 ou à l'article 9, § 2, alinéa 3, selon le type de prime. »

Art. 9. Dans l'article 18, alinéa 2, du même arrêté, les mots « de deux ans » sont remplacés par les mots « de trois ans ».

Art. 10. Dans l'article 19, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par cinq alinéas rédigés comme suit :

« L'entreprise introduit une demande de prime au transport fluvial de conteneurs auprès de l'administration avant le début des travaux liés au programme d'investissements.

La demande de prime visée à l'alinéa 1^{er}, dont le modèle est déterminé par le Ministre sur proposition de l'administration, contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° le nom et la taille de l'entreprise;
- 2° une description du programme d'investissements, en ce compris ses dates de début et de fin;
- 3° la localisation du programme d'investissements;
- 4° la liste des coûts du programme d'investissements;
- 5° le type d'aide et le montant du financement public nécessaire pour réaliser le programme d'investissements.

L'administration accuse réception de la demande de prime visée à l'alinéa 2, dans les quinze jours de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date d'envoi de la demande.

Dans un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception visée à l'alinéa 3, l'entreprise introduit auprès de l'administration un dossier de demande de prime au transport fluvial de conteneurs qui couvre une période maximale de deux ans sur base d'un formulaire type que le Ministre détermine.

Le formulaire contient au moins la description des investissements à réaliser, ses caractéristiques, l'impact en termes de transport et sur la mobilité ainsi que l'origine et la destination des marchandises. »;

b) dans l'alinéa 9, anciennement alinéa 5, les mots « à l'alinéa 4 » sont à chaque fois remplacés par les mots « à l'alinéa 8 ».

Art. 11. Dans l'article 20, alinéa 2, du même arrêté, les mots « A l'exception du premier versement qui correspond à une avance d'un quart du montant de la prime au transport fluvial de conteneurs octroyée, » sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « décret Grandes entreprises ou à l'article 11 du décret Petites ou Moyennes » sont remplacés par les mots « décret grandes entreprises ou à l'article 11 du décret petites ou moyennes ».

Art. 13. L'article 26, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. Durant une période de trois mois à dater du 31 décembre 2020, et par dérogation à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, les factures sont prises en considération si elles sont postérieures au 30 septembre 2020. ».

Art. 14. Dans l'article 27, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 31 décembre 2020 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2025.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement, tel qu'il était en vigueur avant la prise d'effet du présent arrêté, sont maintenues en vigueur pendant six mois à partir du 31 décembre 2020 en ce qu'elles concernent les demandes de primes à l'adaptation technique introduites avant cette date.

Art. 16. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 janvier 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/200321]

21. JANUAR 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, Artikel 5, §§ 1 und 4 Absatz 2 und 18 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 3 § 9, 5, §§ 1 und 3 Absatz 2, und 23 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 1 § 3, 6 und 17 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. Mai 2020;

Aufgrund der am 18. Mai 2020 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Mai 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 13. Juli 2020 abgegebenen Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region;

Aufgrund der am 2. Oktober 2020 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission zur staatlichen Beihilferegelung SA.58023;

Aufgrund des am 16. Dezember 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 68.335/2;

In Erwägung der Verordnung (EU) 2016/1628 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 über die Anforderungen in Bezug auf die Emissionsgrenzwerte für gasförmige Schadstoffe und luftverunreinigende Partikel und die Typgenehmigung für Verbrennungsmotoren für nicht für den Straßenverkehr bestimmte mobile Maschinen und Geräte, zur Änderung der Verordnungen (EU) Nr. 1024/2012 und (EU) Nr. 167/2013 und zur Änderung und Aufhebung der Richtlinie 97/68/EG;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 der französischen Fassung des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2020, wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 4 wird die Wortfolge "le Ministre de l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions" durch die Wortfolge "le Ministre ayant l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions" ersetzt;

b) unter Ziffer 9 wird die Wortfolge "die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung" ersetzt."

Art. 2 - In Artikel 2 § 2 Ziffer 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "für die technische Anpassung der wallonischen Binnenschiffahrtsflotte" durch die Wortfolge "für die Ökologisierung, die Entwicklung und die Spezialisierung der wallonischen Binnenschiffahrtsflotte" ersetzt;

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2020, wird wie folgt abgeändert:

- a) In § 1 Absatz 2 wird die Ziffer 1 aufgehoben;
- b) In § 1 Absatz 2 wird Ziffer 3 durch die Wortfolge „ Lokomotiven und Waggons“ ergänzt;
- c) in § 1 Absatz 2 wird werden die Ziffern 4 bis 6 durch Folgendes ersetzt:

„4° den Erwerb und den Einbau neuer sauberer Motoren gemäß Artikel 6 Absatz 2 Ziffern 1 und 2 an Bord von Binnenschiffen, die den Normen der Verordnung (EU) 2016/1628 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 über die Anforderungen in Bezug auf die Emissionsgrenzwerte für gasförmige Schadstoffe und luftverunreinigende Partikel und die Typgenehmigung für Verbrennungsmotoren für nicht für den Straßenverkehr bestimmte mobile Maschinen und Geräte, zur Änderung der Verordnungen (EU) Nr. 1024/2012 und (EU) Nr. 167/2013 und zur Änderung und Aufhebung der Richtlinie 97/68/EG entsprechen, oder den Erwerb und den Einbau an Bord von Binnenschiffen von Lösungen zur nachhaltigen Begrenzung ihres Energieverbrauchs;

5° den Erwerb eines ersten Binnenschiffs im Rahmen einer ersten Niederlassung oder wenn es sich um ein kleines oder mittleres Unternehmen handelt, das die Binnenschifffahrt zur Güterbeförderung nutzt oder in der Erbringung von Logistikdienstleistungen tätig ist, sofern das Schiff vom Unternehmen auf eigene Rechnung betrieben wird;

6° den Einbau neuer und innovativer logistischer Ausrüstungen an Bord von Binnenschiffen, die dazu dienen, neue Verkehrsströme auf der Binnenschifffahrt zu erfassen oder zu entwickeln;“;

- d) In § 1 Absatz 2 wird die Ziffer 8 aufgehoben;
- e) in § 3 wird Absatz 3 durch folgenden Absatz ersetzt:

„Als erste Niederlassung nach Absatz 2 Ziffer 5 gilt einerseits die Situation einer natürlichen Person, deren erste Eintragung bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen für eine hauptberufliche Tätigkeit am Datum der Einreichung der Akte vor nicht mehr als vierundzwanzig Monaten vorgenommen wurde, und dies in der Eigenschaft als natürliche Person, die einen selbstständigen Beruf ausübt, deren Haupttätigkeit die Frachtbinnenschifffahrt ist, und andererseits die Situation einer juristischen Person, deren Eintragung bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen am Datum der Einreichung der Akte vor nicht mehr als vierundzwanzig Monaten vorgenommen wurde, und dies in der Eigenschaft als Gesellschaft, deren Haupttätigkeit die Frachtbinnenschifffahrt ist, und deren Kapital sich zu mindestens 75 % im Besitz von einer oder mehreren natürlichen Personen befindet, sofern eine dieser Personen die Geschäftsführung der Gesellschaft innehat.“;

- f) In § 1, Absatz 4, wird das Wort „vier“ durch das Wort „drei“ ersetzt;
- g) In § 2 Absatz 3 Ziffer 1 werden zwischen „ § 1,“ und „Ziffer 5“ die Worte „Absatz 2,“ eingefügt;
- h) in § 2 Absatz 3 werden die Ziffern 7 und 8 aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 4, Absatz 5 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2020, wird die Wortfolge „Der Betrieb, der eine Prämie für die technische Anpassung beantragt, verfügt“ ersetzt durch die Wortfolge „Mit Ausnahme der in Artikel 3 § 1 Absatz 3 erwähnten ersten Niederlassung verfügt Betrieb, der eine Prämie für die technische Anpassung beantragt.“.

Art. 5 - In Artikel 5 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird die Wortfolge „in Artikel 9, Absatz 2“ durch die Wortfolge „in Artikel 9, Paragraph 1, Absatz 3“ ersetzt. „.

Art. 6 - Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 der französischen Fassung wird die Wortfolge „dont les dépenses sont déterminés“ durch die Wortfolge „dont les dépenses sont déterminées“ ersetzt;

2° in Absatz 1 der französischen Fassung wird die Wortfolge „ou d’une moyenne entreprises“ durch die Wortfolge „ou d’une moyenne entreprise“ ersetzt;

3° zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Für ein einziges Unternehmen im Sinne von Artikel 2 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen darf der Betrag der Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen innerhalb eines Zeitraums von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten nach Eingang des in Artikel 19 Absatz 3 genannten Antrags 500.000 EUR nicht übersteigen.“;

4° Der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Darüber hinaus kann für jeden Container, der in der Wallonischen Region auf Binnenwasserstraßen transportiert wird, eine einzige Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen gewährt werden.“.

Art. 7 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 9. § 1. Bevor der Betrieb die Arbeiten im Rahmen seines Investitionsprogramm in Angriff nimmt, reicht er einen Antrag auf eine Prämie für alternative Transportarten bei der Verwaltung ein.

Der in Absatz 1 genannte Prämienantrag, dessen Muster vom Minister festgelegt wird, muss mindestens die folgenden Angaben enthalten:

- 1° den Namen und die Größe des Unternehmens;
- 2° eine Beschreibung des Investitionsprogramms, einschließlich des Anfangs- und Enddatums;
- 3° den Standort des Investitionsprogramms;
- 4° eine Aufstellung der Kosten für das Investitionsprogramm;
- 5° die Art der Beihilfe und die Höhe der öffentlichen Finanzierung, die für die Durchführung des Investitionsprogramms erforderlich ist.

Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung den Empfang des in Absatz 2 genannten Prämienantrags und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen worden; dieses Datum entspricht dem Versanddatum des Antrags.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem in Absatz 3 erwähnten Datum der Empfangsbestätigung reicht der Betrieb eine auf einem vom Minister festgelegten Musterformular basierende Akte bei der Verwaltung ein.

Das Formular umfasst wenigstens eine Beschreibung der zu tätigen Investitionen, ihre Merkmale, die Auswirkungen auf den Transport und die Mobilität, den Ursprung und den Bestimmungsort der Güter sowie die vorgesehene zusätzliche Tonnage.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf vorherigen Antrag und in hinreichend begründeten Fällen die in Absatz 4 erwähnte Frist verlängern.

§ 2 Der Betrieb reicht innerhalb von drei Monaten nach der ersten Rechnung bei der Verwaltung einen Antrag auf eine Prämie für die technische Anpassung auf der Grundlage eines vom Minister festgelegten Musterformulars ein.

Das Formular muss mindestens die Beschreibung der zu tätigen Investitionen, ihre Merkmale und die Umweltauswirkungen enthalten.

Innerhalb von fünfzehn Werktagen ab dem Eingang der Akte bestätigt die Verwaltung den Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen wird; dieses Datum entspricht dem Datum der ersten Rechnung.

§ 3. Falls die Verwaltung von authentischen Quellen die notwendigen Daten zur Prüfung des Antrags erhalten kann, wird der Betrieb von deren Übermittlung an die Verwaltung befreit.“.

Art. 8 - In Artikel 12 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "ab dem Eingang der in Artikel 9 erwähnten Akte" durch die Wortfolge "ab dem Eingang des Antrags gemäß Artikel 9 § 1 Absatz 3 oder gemäß Artikel 9 § 2 Absatz 3, je nach Art der Prämie," ersetzt."

Art. 9 - In Artikel 18, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Worte "zwei Jahre" durch die Worte "drei Jahre" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 19 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird wie folgt abgeändert:

a) der erste Absatz wird durch fünf Absätze mit folgendem Wortlaut ersetzt

"Bevor der Betrieb die Arbeiten im Rahmen seines Investitionsprogramm in Angriff nimmt, reicht er einen Antrag auf eine Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen bei der Verwaltung ein.

Der in Absatz 1 genannte Prämienantrag, dessen Muster vom Minister auf Vorschlag der Verwaltung festgelegt wird, muss mindestens die folgenden Angaben enthalten:

1° den Namen und die Größe des Unternehmens;

2° eine Beschreibung des Investitionsprogramms, einschließlich des Anfangs- und Enddatums;

3° den Standort des Investitionsprogramms;

4° eine Aufstellung der Kosten für das Investitionsprogramm;

5° die Art der Beihilfe und die Höhe der öffentlichen Finanzierung, die für die Durchführung des Investitionsprogramms erforderlich ist.

Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung den Empfang des in Absatz 2 genannten Prämienantrags und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen worden; dieses Datum entspricht dem Versanddatum des Antrags.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem in Absatz 3 erwähnten Datum der Empfangsbestätigung reicht der Betrieb eine auf einem vom Minister festgelegten Musterformular basierende Akte zur Beantragung einer Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen, die einen Zeitraum von höchstens zwei Jahren abdeckt, bei der Verwaltung ein.

Das Formular umfasst wenigstens eine Beschreibung der zu tätigen Investitionen, ihre Merkmale, die Auswirkungen auf den Transport und die Mobilität sowie den Ursprung und den Bestimmungsort der Güter. ";

b) in Absatz 9, vormalig Absatz 5, werden die Worte "in Absatz 4" jeweils durch die Worte "in Absatz 8" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 20 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Mit Ausnahme der ersten Zahlung, die einem Vorschuss in Höhe eines Viertels der gewährten Prämie für den Transport von Containern auf Wasserstraßen entspricht, hängt jegliche halbjährliche Überweisung der besagten Prämie" durch die Wortfolge "Jegliche halbjährliche Überweisung der besagten Prämie hängt" ersetzt.

Art. 12 - In der französischen Fassung von Artikel 23 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "décret Grandes entreprises ou à l'article 11 du décret Petites ou Moyennes" durch die Wortfolge "décret grandes entreprises ou à l'article 11 du décret petites ou moyennes" ersetzt.

Art. 13 - Artikel 26 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch folgendes ersetzt:

"Art. 26 - Während eines Zeitraums von drei Monaten ab dem 31. Dezember 2020 und in Abweichung von Artikel 9, § 2, Absatz 1 werden die Rechnungen berücksichtigt, wenn sie nach dem 30. September 2020 ausgestellt wurden."

Art. 14 - In Artikel 27 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass wird am 31. Dezember 2020 wirksam und verliert seine Wirkung am 31. Dezember 2025.

In Abweichung von Absatz 1 bleiben die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßen-transport darstellen, und die Umweltziele verfolgen, in der vor dem Wirksamwerden des vorliegenden Erlasses geltenden Fassung für einen Zeitraum von sechs Monaten ab dem 31. Dezember 2020 in Kraft, soweit sie Anträge auf Prämien für die technische Anpassung betreffen, die vor diesem Zeitpunkt eingereicht wurden.

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Januar 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/200321]

21 JANUARI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 5, §§ 1 en 4, tweede lid, en 18, eerste lid;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 3, § 9, 5, §§ 1 en 3, tweede lid, en 23, eerste lid;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op artikelen 1, § 3, 6, en 17, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven;

Gelet op het verslag van 18 mei 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 mei 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 mei 2020;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociaal en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 13 juli 2020;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 20 oktober 2020 waarbij de steunregeling SA.58023 goedgekeurd wordt;

Gelet op het advies nr. 68.335/2 van de Raad van State, gegeven op 16 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EU) 2016/1628 van het Europees Parlement en de Raad van 14 september 2016 inzake voorschriften met betrekking tot emissiegrenswaarden voor verontreinigende gassen en deeltjes en typegoedkeuring voor in niet voor de weg bestemde mobiele machines gemonteerde interne verbrandingsmotoren, tot wijziging van Verordeningen (EU) nr. 1024/2012 en (EU) nr. 167/2013, en tot wijziging en intrekking van Richtlijn 97/68/EG;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 4^o, worden, in de Franse versie, de woorden "le Ministre de l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions" vervangen door de woorden "le Ministre ayant l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions";

b) in 9^o worden de woorden "het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek."

Art. 2. In artikel 2, § 2, 2^o, van hetzelfde besluit worden de woorden "voor de technische aanpassing van de Waalse binnenvaartvloot" vervangen door de woorden "voor de vergroening, ontwikkeling en specialisatie van de Waalse binnenvaartvloot".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, tweede lid, wordt punt 1^o opgeheven;

b) in § 1, tweede lid, wordt punt 3^o aangevuld met de woorden ", de locomotieven en treinwagons";

c) in § 1, tweede lid, worden de punten 4^o tot 6^o vervangen als volgt:

"4^o de aankoop en de installatie aan boord van binnenvaartschepen van nieuwe propere motorisaties als bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1^o en 2^o, die voldoen aan de normen van Verordening (EU) 2016/1628 van het Europees Parlement en de Raad van 14 september 2016 inzake voorschriften met betrekking tot emissiegrenswaarden voor

verontreinigende gassen en deeltjes en typegoedkeuring voor in niet voor de weg bestemde mobiele machines gemonteerde interne verbrandingsmotoren, tot wijziging van Verordeningen (EU) nr. 1024/2012 en (EU) nr. 167/2013, en tot wijziging en intrekking van Richtlijn 97/68/EG, of de aankoop en installatie aan boord van binnenvaartschepen van oplossingen die bedoeld zijn om het energieverbruik op duurzame wijze te beperken;

5° de aankoop van een eerste binnenvaartschip in het kader van een eerste installatie of in het geval van een kleine of middelgrote onderneming die goederenvervoer over de binnenwateren verricht of logistieke diensten verleent, op voorwaarde dat het schip door de onderneming voor eigen rekening wordt geëxploiteerd;

6° de installatie van nieuwe en innoverende logistieke uitrustingen aan boord van binnenvaartschepen om nieuwe vervoersstromen over de binnenwateren te organiseren of te ontwikkelen;";

d) in § 1, tweede lid, wordt punt 8° opgeheven;

e) in § 1 wordt het derde lid wordt vervangen door volgend lid:

"Onder de eerste installatie, bedoeld in het tweede lid, 5°, wordt verstaan de situatie van, enerzijds, een natuurlijke persoon wiens eerste inschrijving als hoofdberoep bij de Kruispuntbank van Ondernemingen tot niet verder teruggaat dan vierentwintig maanden ten opzichte van de indiening van het dossier, en dit als natuurlijke persoon die een zelfstandig beroep uitoefent waarvan de hoofdactiviteit uit het goederenvervoer via waterwegen bestaat, en anderzijds, een rechtspersoon wiens eerste inschrijving bij de Kruispuntbank van Ondernemingen tot niet verder teruggaat dan vierentwintig maanden ten opzichte van de indiening van het dossier, en dit als onderneming waarvan de hoofdactiviteit bestaat in het vervoer van goederen over de binnenwateren en waarvan het kapitaal voor ten minste 75 % in handen is van een of meerdere natuurlijke personen, op voorwaarde dat een van deze personen de onderneming leidt. ";

f) in § 1, vierde lid, wordt het woord "vier" vervangen door het woord "drie";

g) in § 2, derde lid, 1°, worden de woorden "tweede lid" ingevoegd tussen " § 1" en "5°";

h) in § 2, derde lid, worden de punten 7° en 8° opgeheven.

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt het vijfde lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2020, vervangen als volg: "Met uitzondering van de in artikel 3, § 1, derde lid, bedoelde eerste installatie, beschikt de onderneming die de premie voor de technische aanpassing aanvraagt, sinds ten minste drie jaar vóór de datum van indiening van de aanvraag voor de premie voor de technische aanpassing over een bedrijfszetel in het Waalse Gewest en moet bedoelde bedrijfszetel gedurende ten minste vijf jaar na de datum van het einde van verrichting van de investering bewaren".

Art. 5. In artikel 5, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "in artikel 9, tweede lid," vervangen door de woorden "in artikel 9, paragraaf 1, derde lid".

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden, in de Franse versie, de woorden "dont les dépenses sont déterminés" vervangen door de woorden "dont les dépenses sont déterminées";

2° in het eerste lid worden, in de Franse versie, de woorden "ou d'une moyenne entreprises" vervangen door de woorden "ou d'une moyenne entreprise";

3° tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :

"Voor één onderneming in de zin van artikel 2, paragraaf 2, van Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, mag het bedrag van de premie voor het containervervoer over de binnenwateren niet hoger zijn dan 500 000 EUR per periode van twaalf opeenvolgende maanden, te rekenen vanaf de ontvangst van de in artikel 19, derde lid, bedoelde aanvraag. ";

4° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Bovendien kan elke container die via de binnenwateren in het Waalse Gewest wordt vervoerd, in aanmerking komen voor één enkele premie voor het containervervoer over de binnenwateren. ".

Art. 7. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 9. § 1. De onderneming dient een premie voor alternatieve vervoerswijze in bij de Administratie vóór het begin van de werken i.v.m. het investeringsprogramma.

De in het eerste lid bedoelde premieaanvraag waarvan het model door de Minister wordt bepaald, bevat minstens de volgende gegevens:

1° de naam en de omvang van de onderneming;

2° een omschrijving van het investeringsprogramma, met inbegrip van zijn begin- en einddatum;

3° de ligging van het investeringsprogramma;

4° de lijst van de kosten van het investeringsprogramma;

5° het type steun en het bedrag van de openbare financiering die noodzakelijk is om het investeringsprogramma uit te voeren.

De Administratie bericht ontvangst van de in het tweede lid bedoelde premieaanvraag binnen de vijftien dagen na de ontvangst van de aanvraag een stelt de datum vast voor het in overweging nemen van het investeringsprogramma dat overeenstemt met de datum van verzending van de aanvraag.

Binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst bedoeld in het derde lid dient de onderneming bij de Administratie een dossier in op basis van een modelformulier dat door de Minister bepaald wordt.

Het formulier bevat ten minste de beschrijving van de uit te voeren investeringen, de kenmerken ervan, de gevolgen voor het vervoer en de mobiliteit, de herkomst en de bestemming van de goederen en de beoogde extra tonnage.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan, op voorafgaandelijk verzoek van de onderneming en om behoorlijk gerechtvaardigde redenen, de termijn bedoeld in het vierde lid verlengen.

§ 2. Binnen drie maanden na de datum van de eerste factuur dient de onderneming een aanvraag voor een premie voor de technische aanpassing in bij de administratie op basis van een modelformulier dat door de Minister bepaald wordt

Het formulier bevat ten minste de beschrijving van de uit te voeren investeringen, de kenmerken ervan en de gevolgen voor het leefmilieu.

De Administratie bericht ontvangst van de premieaanvraag binnen de vijftien dagen na ontvangst van het dossier een stelt de datum vast voor het in overweging nemen van het investeringsprogramma dat overeenstemt met de datum van de eerste factuur.

§ 3. Als de Administratie de nodige gegevens voor de behandeling van de aanvraag rechtstreeks kan inwinnen bij authentieke bronnen, wordt de onderneming ervan vrijgesteld ze aan de Administratie over te maken.".

Art. 8. In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "met ingang van de datum van ontvangst van het dossier bedoeld in artikel 9" vervangen door de woorden "met ingang van de datum van ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 9, § 1, derde lid, of in artikel 9, § 2, derde lid, volgens het type premie."

Art. 9. In artikel 18, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "twee jaren" vervangen door de woorden "drie jaren".

Art. 10. In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door vijf leden, luidend als volgt:

"De onderneming dient een aanvraag voor een premie voor het containervervoer over de binnenwateren in bij de Administratie vóór het begin van de werken i.v.m. het investeringsprogramma.

De in het eerste lid bedoelde premieaanvraag waarvan het model door de Minister op voorstel van de Administratie wordt bepaald, bevat minstens de volgende gegevens:

1° de naam en de omvang van de onderneming;

2° een omschrijving van het investeringsprogramma, met inbegrip van zijn begin- en einddatum;

3° de ligging van het investeringsprogramma;

4° de lijst van de kosten van het investeringsprogramma;

5° het type steun en het bedrag van de openbare financiering die noodzakelijk is om het investeringsprogramma uit te voeren.

De Administratie bericht ontvangst van de in het tweede lid bedoelde premieaanvraag binnen de vijftien dagen na de ontvangst van de aanvraag een stelt de datum vast voor het in overweging nemen van het investeringsprogramma dat overeenstemt met de datum van verzending van de aanvraag.

Binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst bedoeld in het derde lid dient de onderneming bij de Administratie een aanvraagdossier in voor een premie voor het containervervoer over de binnenwateren voor een periode van ten hoogste twee jaar op basis van een modelformulier dat door de Minister bepaald wordt.

Het formulier bevat ten minste de beschrijving van de uit te voeren investeringen, de kenmerken ervan, de gevolgen voor het vervoer en de mobiliteit, de herkomst en de bestemming van de goederen.;

b) in lid 9, voorheen lid 5, worden de woorden "vierde lid" telkens vervangen door de woorden "achtste lid".

Art. 11. In artikel 20, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "Met uitzondering van de eerste storting, die overeenstemt met een voorschot van een vierde van het bedrag van de toegekende premie voor het fluviale containervervoer," opgeheven en luidt de zin als volgt: "Elke zesmaandelijke storting van genoemde premie is onderworpen aan een controle van een uitvoerige lijst van de containers van een rivierpendeldienst die ter hoogte van een in Wallonië gelegen containerterminal geladen of gelost werden."

Art. 12. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde besluit worden, in de Franse versie, de woorden "décret Grandes entreprises ou à l'article 11 du décret Petites ou Moyennes" vervangen door de woorden "décret grandes entreprises ou à l'article 11 du décret petites ou moyennes".

Art. 13. Artikel 26 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 26. In afwijking van artikel 9, § 2, eerste lid, mogen de facturen tijdens een periode van drie maanden te rekenen van 31 december 2020 in aanmerking genomen worden voor zover ze na 30 september 2020 gedateerd zijn."

Art. 14. In artikel 27 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 december 2020 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2025.

In afwijking van het eerste lid blijven de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven, zoals het van kracht was vóór de inwerkingtreding van dit besluit, vanaf 31 december 2020 gedurende zes maanden gehandhaafd, voor zover zij betrekking hebben op aanvragen voor premies voor de technische aanpassing die vóór die datum zijn ingediend.

Art. 16. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 januari 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS